



À : Négociateurs de la Chine à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

La Chine cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Nous devons décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation ou l'afforestation.**
3. **De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des scientifiques du climat s'accordent à dire que le changement climatique est une réalité en cours, qu'il est causé par l'utilisation des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. La Chine est vulnérable au changement climatique. Les ressources en eau, nourriture et le système énergétique sont déjà sous tension et les pressions, dues à l'élévation du niveau de la mer, aux sécheresses, canicules et pénuries d'eau vont augmenter dans le futur.

Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés.

Opportunités

En plus de ralentir le changement climatique, trouver un accord en vue de limiter les émissions de GES réduira également la pollution atmosphérique ; en effet celle-ci affecte la santé de notre population et, dans certains cas, crée de l'instabilité politique. Notre économie connaît une forte croissance et nous sommes en train d'émerger en tant que superpuissance, ce qui peut nous donner des opportunités commerciales liées à la transition énergétique et nous permettre de nous affranchir des énergies fossiles.

Action nationale

Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer. Néanmoins, nous reconnaissons que notre dépendance aux énergies fossiles, au charbon en particulier, a un impact très négatif sur la santé de notre population. En amont des négociations sur le climat à Paris en 2015, nous avons annoncé que nos émissions de GES cesseraient de croître au plus tard en 2030. Respecter cet objectif, requiert de déployer des moyens de production d'électricité renouvelables et décarbonés équivalents à l'ensemble des centrales à charbon existantes en Chine aujourd'hui, ou encore, comparables à la capacité totale de production d'électricité des Etats-Unis. Le succès de nos efforts actuels détermineront si nous pouvons atteindre nos engagements et même les dépasser

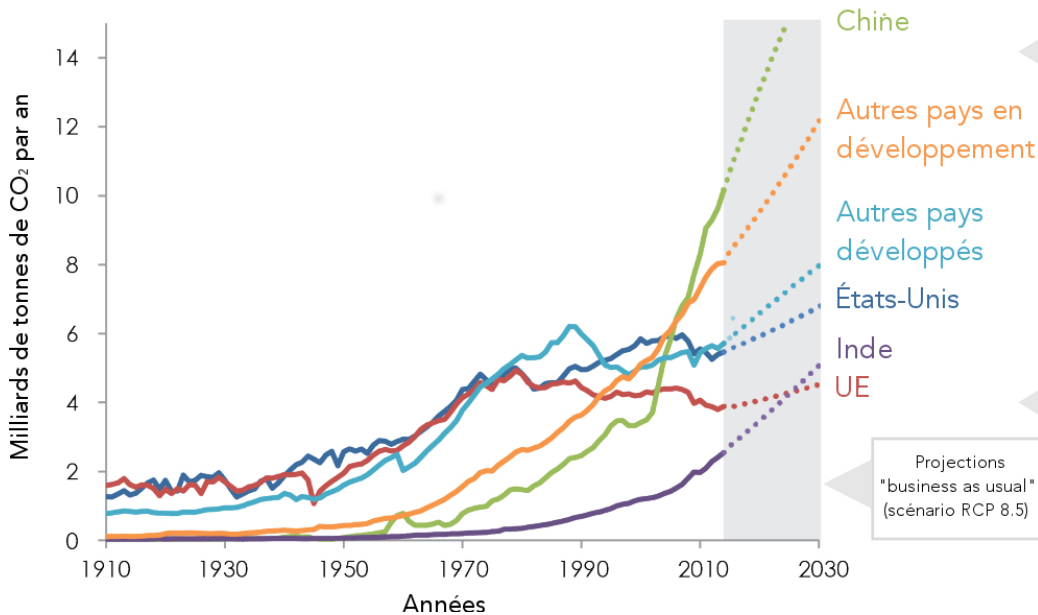
Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de réduire nos émissions de GES à travers le programme REDD (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement, malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes de protection des forêts peuvent réduire les émissions.

Contexte international

- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont construit leurs économies grâce aux énergies fossiles. Ainsi aujourd'hui, alors que nous sortons une partie de notre population de la pauvreté et que nous produisons la plus grande partie de leurs produits de consommation, nous ne pouvons supporter une part injuste des réductions. Nos émissions par personne représentent seulement 40% de ceux des États-Unis. Notre niveau de vie moyen, bien qu'en nette progression, est toujours bien plus bas que celui des États-Unis, de l'Europe, du Japon et des autres pays développés.
- Bien que la Chine soit un pays en développement, nous subissons des pressions pour que nous contribuions au Fonds vert pour le climat du fait de notre récent statut de seconde puissance économique mondiale. Tout financement de notre part requiert des engagements significatifs de la part des États-Unis, de l'UE et des autres pays développés.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons finalement aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits, fragiliser notre diplomatie et réduire notre influence militaire dans le monde. Dans le même temps, les États-Unis ont annoncé un objectif de réduction des émissions de seulement 26-28% en 2025 (par rapport à 2005). De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment

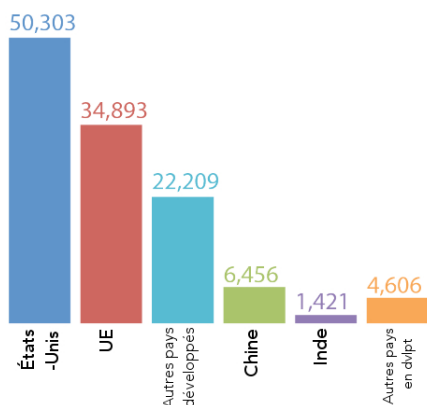


La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

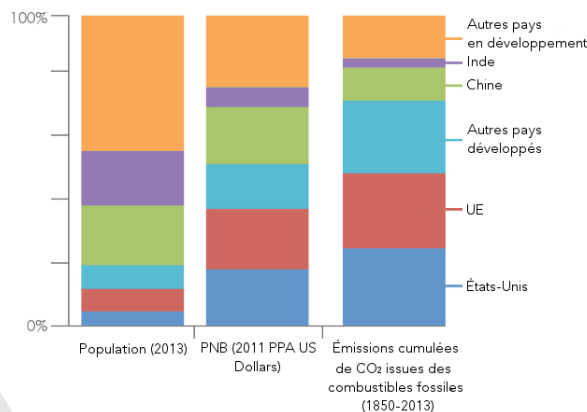
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986.

La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

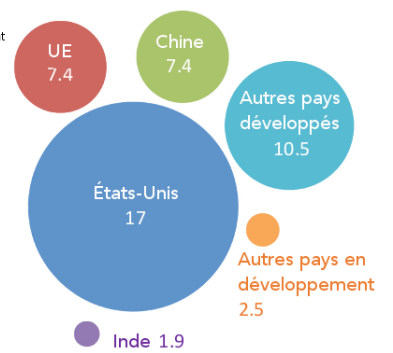
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).